

2008

avec les "bons vœux"
du président

veautés, mais la confirmation des orientations néfastes qui sont déclinées sur tous les tons depuis 9 mois. On peut toutefois relever certains infléchissements du discours qui sont révélateurs de la faiblesse de l'argumentaire et de l'ampleur des contradictions que doit gérer le gouvernement. Rapide tour d'horizon.

La création de richesse

« Je n'ai jamais cru que la croissance était l'affaire des seules entreprises et que là où les entreprises créaient des richesses, les collectivités les dépensaient » ;

Le même, le 12 décembre 2007 au Conseil de Modernisation assénait cependant « *les administrations publiques dépensent chaque année plus de 1.000 milliards d'euros. Nous dépensons 150 milliards d'euros de plus que les Allemands, on ne peut pas continuer ainsi* ». Alors est-ce que la Fonction publique constitue un atout pour le développement économique du pays ou un coût insupportable pour le développement des entreprises. Il semble que le Président hésite !

L'emploi public

« *Le but de la RGPP n'est pas de réduire le nombre de fonctionnaires* » affirme SARKOZY. Mais pour, 5 minutes plus tard, asséner avec la même vigueur « *Mon ambition est de ramener les effectifs.....à ceux de 1992* ».

L'été dernier FILLON quant à lui avançait : « *Nous voulons profiter de l'opportunité exceptionnelle que représentent les 70.000 départs par an dans les années qui viennent* » comme explication principale du principe de non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la

Les traditionnels vœux du Président de la République aux agents de la Fonction publique ont, cette année et en application d'une stratégie bien rodée d'occupation du terrain médiatique, fait l'objet d'un show savamment orchestré.

Le 11 janvier, le Premier Ministre, le gouvernement, les parlementaires et un imposant aréopage de hauts fonctionnaires étaient convoqués à Lille pour entendre le « *projet de refondation de l'Etat et de la Fonction publique* » promis par le candidat SARKOZY.

Sur la forme, cette intervention a une nouvelle fois sombré dans l'emphase qui finie par lasser les groupies les plus admiratives. En préambule, ont été appelées à la rescousse, les Mannes des ancêtres dans une litanie mêlant en vrac De Gaulle, Jaurès, Clémenceau, Turgot, Sully, Jean Moulin, Mitterrand, Richelieu, Colbert....

Le passage qu'on sentait obligé d'hommage aux valeurs de la République et à l'action des fonctionnaires a rapidement glissé sur les principes du service public sans insister sur la laïcité, après l'acte d'allégeance fait à Benoit XVI et le ton empreint de religiosité des vœux aux français.

Pour le fond, point de véritables nou-

retraite. Qui peut croire le Président de la République quand, sur la question de l'emploi, il affirme « *je ne suis pas un adepte du rationnement comptable* » ?

Les salaires

« *J'affirme pleinement l'objectif qu'il faut mieux payer les fonctionnaires* » « *La réduction des effectifs ne peut se faire sans amélioration concomitante de la paie* ».

Enfin, les revendications salariales des agents publics sont entendues ! Mais lorsqu'il rentre dans le réel, c'est-à-dire les moyens budgétaires destinés à financer ces mesures, on en revient au principe : « *réductions des effectifs et partage, moitié moitié, gains de productivité entre les agents et les finances publiques* ».

Au-delà du chantage insupportable emploi contre salaire chacun sait ce que cela signifie concrètement : 700 à 800 millions d'euros de « moindre dépense » résultat en année pleine de 25.000 suppressions de postes cela représente à peine 0,5 % d'augmentation du traitement brut moyen d'un fonctionnaire de l'Etat. Voilà la réalité du « *choix très clair : mieux payé, mieux considéré, mieux formé...* » de N. SARKOZY.

Pouvoir d'achat

« *Je vais aller plus loin, nous allons mettre en place une garantie de pouvoir d'achat pour chaque fonctionnaire. Il n'y a aucune raison que le pouvoir d'achat calculé individuellement pour chaque fonctionnaire soit mangé par l'inflation* ». A cette pétition de principe auquel on applaudit des deux mains, le chef de l'Etat apporte immédiatement un bémol : « *La gestion uniforme de la rémunération des fonctionnaires par la revalorisation du point d'indice et les mécanismes d'ancienneté sont coûteux pour les contribuables...* ».

Autrement dit le droit des fonctionnaires à voir leur rémunération évoluer grâce au mécanisme de carrière doit être supprimé en contrepartie de l'assurance (!) qu'à l'avenir il n'y aura plus de réduction du pouvoir d'achat...

Et N. SARKOZY d'ajouter « *C'est un progrès considérable* ».

Les heures supplémentaires

Comme pour les salariés du privé, la panacée existe pour boucler les fins de mois des agents publics. « *Je souhaite que beaucoup d'heures supplémentaires soient effectuées par les agents publics* ». Promis juré tout le monde pourra avoir accès à ce nouveau mode de rémunération pour lequel jusqu'à présent « *bizarrierie invraisemblable, on limitait le droit à faire des heures supplémentaires* ».

Mieux le Président ne sera pas « *... à la tête d'un Etat capable de demander aux fonctionnaires de faire des heures supplémentaires et qu'il est incapable de payer* ». Donc finie l'époque « *honteuse et inacceptable où l'attitude de l'Etat à consisté, à ne pas rémunérer des millions d'heures supplémentaires pourtant travaillées par les agents publics* ». Mais pour « *trouver des solutions à cette situation nous allons négocier* ».

Le fonctionnaire moyen cher à Eric WOERTH pourra quand même se demander qu'est-ce qu'il y a négocié concernant le paiement d'heures déjà travaillées.

La réforme du statut

« *Le mérite et l'effort doivent jouer une place plus importante dans la détermination des rémunérations des agents publics, il faut réduire la part automatique et égalitaire* ».

« *L'organisation de la Fonction publique par métier et non plus par*

corps, c'est la grande rupture dont notre Etat a besoin ».

« *Il faut supprimer l'académisme des concours internes..* » « *Et on va gérer les carrières de façon parfaitement différente* ». « *Quelles sont les tâches qui doivent être prises en charge par les fonctionnaires. Certaines d'entre elles ne pourraient-elles pas mieux s'assumer autrement ? ne faut-il pas réserver le statut de fonctionnaires à certains domaines de l'action publique ?* ».

« *Je souhaite que l'on donne à l'encadrement de l'Etat, cette liberté essentielle pour un cadre de choisir ses collaborateurs* ».

Sur ce terrain au moins le projet présidentiel est sans ambiguïté : du passé, il faut faire table rase et pour y parvenir « *nous allons dialoguer avec les organisations syndicales, mais je veux jouer cartes sur table. Nul n'a le droit de monopoliser la parole des fonctionnaires !* » Si ce ne sont pas les représentants syndicaux élus par les agents qui sont les uniques représentants des fonctionnaires, on peut se demander qui vont être les nouveaux interlocuteurs du gouvernement.

En conclusion pour définir son programme, le chef de l'Etat a fait un aveu « *il s'agit d'une question essentielle par la France (...) que vous vous sentiez représentés par nous et que vous vous imaginiez que l'on s'occupe de vous* ».

A ce jour d'illusionniste, il n'est pas certain que le fonctionnaire se montre dupe.

La chute a été à la hauteur du reste. « *Si jamais par extraordinaire quelques uns parmi vous devaient rencontrer des difficultés (...), je souhaite que l'administration soit suffisamment humaine pour être présente (...) parce que la vie n'est pas facile* ».

En fait, la vie est plus facile pour certains que pour les autres.